

L'ajournement

libéraux, disait-il alors. Si c'est leur solution, qu'ils avancent les fonds.

Selon la formule appliquée au déplacement des voies ferrées, le gouvernement fédéral assume 50 p. 100 des frais et le reste est partagé également entre les administrations municipale et provinciale. Si Ottawa n'est pas disposé à investir entre 85 et 100 millions de dollars, qu'on mette fin à toutes ces études et qu'on cesse de réclamer de nouvelles études sur le déplacement des voies. Que le gouvernement délie sa bourse plutôt que sa langue. L'autre jour, le ministre des Transports m'a dit que l'affaire n'était pas close, que le MEER avancerait peut-être des fonds. J'espère que le secrétaire parlementaire aura quelque chose à déclarer ce soir au sujet de fonds du MEER, et j'espère qu'il ne nous parlera pas de 3 ou 4 millions de dollars. S'il ne peut nous dire ce soir que le gouvernement investira 85 à 100 millions de dollars, ce sera une preuve de plus que le gouvernement nous a bernés.

Je voudrais signaler autre chose. Ce retard délibéré à entreprendre la construction du viaduc Sherbrook-McGregor, parce que le gouvernement refuse de financer le déplacement des voies du CP, représente pour le conseil municipal de Winnipeg des frais de construction supplémentaires de 2.8 millions de dollars. Je veux que le secrétaire parlementaire me donne sa parole que le gouvernement fédéral remboursera le conseil municipal pour les frais qu'occasionne ce retard à fournir les sommes requises, alors qu'il entreprend étude sur étude. Le gouvernement fédéral devra payer cette somme supplémentaire de 2.8 millions de dollars qu'a imposée au conseil municipal de Winnipeg ce retard de 14 mois dans la construction du viaduc.

● (2215)

Le ministre des Transports m'a déclaré l'autre jour que tout le monde et son père veulent déplacer les voies ferrées. Eh bien, c'est loin d'être le cas. C'est plutôt le ministre des Transports, l'ancien ministre des Transports, l'actuel ministre de l'Emploi et de l'Immigration, le député de Saint-Boniface (M. Bockstael) et le premier ministre, qui ont demandé des études plus approfondies. Ainsi, il incombe au gouvernement libéral actuel de trouver de 85 à 100 millions de dollars.

C'est en votant des lois et en débloquant des fonds que le gouvernement fédéral peut procéder au déplacement des voies ferrées. Il s'est engagé à débloquent de 85 à 100 millions de dollars. Ensuite, il faudra demander au gouvernement provincial de faire sa part. Le ministre des Transports n'a pas été tendre l'autre jour à l'égard du gouvernement manitobain, affirmant qu'il s'était montré peu loquace au sujet du financement des travaux. Mais la ville de Winnipeg pas plus que la province du Manitoba ne peuvent s'engager à verser de l'argent avant que le gouvernement fédéral s'engage lui-même, car c'est lui qui a voté la loi.

Nous avons entendu les déclarations de l'ancien ministre des Affaires fédérales-provinciales. Il a enseigné des trucs à la ville de Winnipeg sur la façon d'obtenir de l'argent et il était très préoccupé par les problèmes de transport du grain, qui constituent un grave souci pour le gouvernement fédéral à cause des projets de déplacement des voies ferrées. Il a longuement parlé

[M. McKenzie.]

des wagons immobilisés. Il se préoccupait des wagons et du transport du grain, mais à la fin, il n'avait aucun argent à offrir. Tout ce que nous avons, ce sont les fonds du PATU que la province du Manitoba est prête à céder à la ville, soit 7.2 millions de dollars des 10 millions de dollars versés à la province, mais c'est le seul argent que nous ayons. Ni la ville de Winnipeg ni la province ne disposent de réserves inépuisables pour mener à bien le déplacement des voies du CP.

J'espère que le secrétaire parlementaire a un engagement ferme à nous annoncer ce soir. J'espère qu'il nous annoncera qu'il a trouvé de 85 millions à 100 millions de dollars au ministère de l'Expansion économique régionale ou, s'il ne peut trouver une telle somme, pour l'amour de Dieu, qu'il dise qu'il va oublier le déplacement des voies ferrées et accorder un permis de construction pour le viaduc Sherbrook-McGregor. Tout le monde aimerait qu'on déplace les lignes de chemin de fer mais, si on ne peut trouver les sommes nécessaires, alors qu'on construise le viaduc Sherbrook-McGregor.

J'aimerais rappeler au secrétaire parlementaire que les deux ponts qui traversent les voies sont maintenant soumis à des restrictions de poids. J'espère que le gouvernement libéral n'attend pas la fermeture permanente de ces deux ponts avant de penser à une solution. Il faut arrêter de piétiner, d'hésiter et de réclamer toujours plus d'études. J'espère que le secrétaire parlementaire nous annoncera une décision dans un sens ou dans l'autre ce soir.

M. Robert Bockstael (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, après la conclusion de l'étude sur le déplacement des voies ferrées à Winnipeg, j'ai examiné cette étude et j'en ai discuté les conclusions avec le ministre des Transports (M. Pepin) et les fonctionnaires de Transports Canada. En ce faisant, le ministre et moi-même avons consulté les intéressés. Par exemple, le 24 avril, le ministre a rencontré les représentants de la ville et de la province pour un échange de vues sur les mesures à prendre.

Je suis certain que tout le monde ici reconnaîtra qu'il serait très souhaitable d'enlever les voies de chemin de fer dans les centres-villes. Le coût, cependant, peut dans bien des cas être prohibitif. Dans le cas de Winnipeg, le ministre a déjà indiqué plus tôt à la Chambre que Transports Canada n'a pas de fonds, autres que ceux disponibles en vertu du programme d'aide au transport urbain, à affecter à Winnipeg. Au cours de la rencontre du 24 avril, il a répété sa position à ce sujet à la lumière du rapport qui révélait qu'il en coûterait 128 millions de dollars pour déplacer la cour et 169 millions pour déplacer la cour et sa ligne principale.

● (2220)

Je ferai remarquer que la ville construira probablement l'artère Sherbrooke-McGregor même si les voies ferrées sont transportées ailleurs.

Le gouvernement fédéral a entrepris cette étude parce que la ville n'avait pas indiqué combien coûterait le déplacement des voies ferrées lorsqu'elle a annoncé son intention de construire le pont Sherbrook-McGregor.